

Prise de parole UD CGT 41 – 5 décembre 2020

Bonjour à toutes et tous,

Nous sommes de nouveau réunis un samedi après les 2 derniers rassemblements qui ont eu lieu contre le projet de loi de sécurité globale, son article 24 et la loi de programmation de la recherche, lesquelles visent à réduire encore les libertés individuelles et collectives et les moyens des travailleurs et travailleuses, des jeunes, de dénoncer les projets gouvernementaux et de porter leurs revendications.

Aujourd'hui, le mot d'ordre est tourné vers le monde du travail, le refus de la précarité, le maintien de l'emploi stable et qualifié, la hausse des salaires, des retraites et des minima sociaux. Et ce n'est pas antinomique ! Dès la semaine dernière, nous le disions haut et fort : à l'heure où la crise sanitaire se mue en crise sociale, économique et démocratique, les travailleurs, travailleuses et la jeunesse n'ont pas besoin de plus de sécurité globale mais bien de plus de sécurité sociale. Les semaines passées, nous dénoncions les violences policières, aujourd'hui nous dénonçons la violence sociale infligée par le patronat, les multinationales et le gouvernement qui poursuit encore et toujours sa politique des « premiers de cordées ». Aujourd'hui encore, c'est au patronat qu'il choisit d'offrir des centaines de milliards d'aides publiques sans aucune conditionnalité comme la garantie du maintien de l'emploi, des salaires et l'interdiction pure et simple des licenciements, des délocalisations et des dividendes. Aujourd'hui encore, il fait le choix de faire exploser les exonérations de cotisations sociales patronales, socle du financement de notre sécurité sociale en matière de santé, d'assurance chômage, de branche famille et de retraites. Comble de l'outrecuidance, Bruno Le Maire ose affirmer que la réforme des retraites reste sa priorité... Et qu'elle est primordiale, non plus au nom d'une prétendue justice sociale dont nous savions qu'elle n'était qu'un leurre pour appâter certaines organisations syndicales, le masque tombe enfin !, mais pour renflouer les caisses de la sécu ! Rappelez-vous cette réforme : le niveau des retraites adossé au PIB. Aujourd'hui ce dernier est annoncé en baisse de plus de 10 %. Imaginez des retraites amputées d'autant !

Alors que les entreprises comme Daher, Delphi, Técalémit, Précicast, Carrefour profitent de la crise Covid pour enchaîner plans de licenciement, APLD, baisse de rémunérations, le gouvernement fait payer la crise aux salarié-es, aux précaires et aux jeunes. Il aurait pu choisir de baisser le temps de travail à 32 heures pour partager le travail ; augmenter le SMIC significativement ; dégeler le point d'indice dans la Fonction publique ; augmenter les retraites et les minima sociaux ; créer les centaines de milliers d'emplois qui manquent dans les secteurs de la santé, l'éducation, les finances publiques, la Poste, les transports publics, etc. Mais l'argent public aurait alors servi à la population et non pas aux actionnaires ! Quelle injure pour le MEDEF et l'Union Européenne !

Non ! Alors que, fin 2020, le pays comptera 900 000 privé-es d'emploi en plus selon l'Unedic et un million de pauvres supplémentaires, alors que le CAC 40 a gagné 1000 points en trois semaines et que les dividendes coulent toujours à flots, le gouvernement fait d'autres choix. Démultiplier la précarité dans la Fonction publique avec la LPR et la loi de transformation de la Fonction publique. Fermer ou fusionner des services et établissements. Maintenir l'application de la partie non censurée de la loi sur l'assurance chômage au 1^{er} avril 2021 : conséquence une baisse des allocations en moyenne de 22 % voire la suppression de toute allocation pour des centaines de milliers de travailleur-ses précaires, notamment parmi les intérimaires, les saisonnier-es, etc. Pour les jeunes c'est la double peine : le chômage et l'ultraprécarité ! Soyons honnête, Le Maire, encore lui, sera très attentif à ce qu'il n'y ait pas de « drames humains » dans les grands restaurants de la gastronomie française. Quel dommage qu'il ne soit pas aussi prévenant pour tous les drames humains qui vont arriver en cascades après les licenciements dans tous les autres secteurs !

Nous savons que des solutions existent pour que les richesses qui continuent d'être produites par les travailleurs et travailleuses servent à une société émancipatrice qui réponde aux besoins de la population. Alors continuons d'en débattre dans nos lieux de travail et de vie pour construire un véritable rapport de force pour contrer les projets du gouvernement et des multinationales !

A très bientôt dans la lutte !